



Le projet Macron-Delevoye sur les retraites : Jeunes et vieux, public-privé, tout le monde est dans le collimateur !

A sa mise en place, notre système de retraite avait pour objectif de préserver le niveau de vie des retraités du public et du privé, par un taux de remplacement de 75% du dernier salaire pour une carrière complète (c'est à dire après 37.5 ans de cotisations pour les fonctionnaires).

Les réformes menées depuis 25 ans (1993, 2003, 2010) ont déjà beaucoup attaqué ce système, remettant en cause ses bases sociales et solidaires (chacun devrait cotiser selon ses moyens et recevoir selon ses besoins), et ouvrant la voie au privé. Ces réformes ont obligé les salariés à reculer toujours plus l'âge de départ pour préserver leur niveau de pension : maintenant, les salariés doivent travailler jusqu'à 64 ans et cumuler 43 années de cotisations pour avoir un taux de remplacement arrivant péniblement à 70%.

Aujourd'hui, la réforme préparée par Macron va encore plus loin

C'est la certitude d'une baisse indéfinie des retraites :

Le projet Macron-Delevoye est construit sur un principe central : la part des dépenses de retraite du pays ne doit pas dépasser 14% du PIB quels que soient les besoins et la démographie.

Or, avec la croissance du nombre des plus de 60 ans, si on veut préserver le niveau de prestations actuel, le financement des retraites devrait représenter 16,5% du PIB en 2050. Toutes les projections faites avec les données disponibles montrent que les retraites de l'ensemble des salariés baisseront, et, pour la grande majorité d'entre elle et eux, de façon dramatique.

C'est la suppression de toute garantie sur leur montant :

La notion de « taux de remplacement » (retraite égale à un pourcentage du salaire de fin de carrière) est remplacée par un système de points cumulés sur l'ensemble de la vie active (et dont la valeur future sera ajustée au gré des politiques)

Le nouveau système serait un recul historique : il abandonne l'idée même que les pensions doivent préserver le niveau de vie des retraités. Comment justifier qu'un salarié, après une vie d'efforts, de formation et de travail, voit ses ressources s'effondrer au moment de la retraite, parce que, par exemple, il a eu un début de carrière très modeste et tardif (cas des carrières scientifiques) ou subi des pertes d'emploi ?

C'est la fin du principe de solidarité entre les générations, et une porte grande ouverte sur la privatisation/capitalisation du système de retraites

Les cotisations chômage et retraite (partie intégrante du salaire gérée par les partenaires sociaux) sont transformées en un impôt perçu et redistribué au bon vouloir de l'état (CSG, CRDS). De plus, en baissant drastiquement le niveau des retraites, le recours à un **système de capitalisation devient inéluctable** pour tous ceux qui le pourront, ce qui fera le bonheur des assureurs et des spéculateurs. Les autres seront renvoyés à leurs responsabilités : qu'ont-ils donc fait pour être pauvres ?

Cette réforme touchera durement le personnel de l'enseignement supérieur et de la recherche

Sous prétexte d'atténuer la chute du montant des pensions, le projet de réforme prévoit une prise en compte des primes et indemnités des fonctionnaires dans le calcul des retraites. Or, les primes des personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche sont parmi les plus basses de la fonction publique, atteignant le ridicule pour les chercheurs, avec pour conséquence des **pertes du montant de la pension de l'ordre de 20% à 40% selon les catégories** (ordres de grandeur estimés à partir des éléments chiffrés contenus dans le rapport Delevoye).

Les signataires de cet appel, revendiquent (entre autres) :

- **Le maintien du code des pensions civiles et militaires et du calcul du montant de la pension basé sur les 6 derniers mois d'activité.**
- **Une pension d'au moins 75% du revenu net d'activité (pour une carrière complète) sans que celle-ci ne puisse être inférieure au SMIC.**
- **La revalorisation de la rémunération des agents de la Fonction publique et de tous les bas salaires**

MAINTENONS ET AMELIORONS AU CONTRAIRE NOTRE SYSTEME DE RETRAITE !

**Appel aux personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche et aux étudiant e s
PARTICIPONS MASSIVEMENT AUX ASSEMBLEES GENERALES
POUR UNE PREMIERE JOURNEE DE GREVE INTERPROFESSIONNELLE
DES SALARIES DU PUBLIC ET DU PRIVE LE 5 DECEMBRE**

MOBILISATION GENERALE

PERSONNEL ET ETUDIANTS DE L'UNIVERSITE PARIS-SUD, TOUS ENSEMBLE

STOPPONS L'OFFENSIVE ANTISOCIALE ET REPRENONS NOS VIES EN MAIN !

3 ans de Macron, c'est, entre autres :

- 1500 morts de plus dans la rue et 14000 morts du chômage, en silence
- 9.000.000 de personnes vivant sous le seuil de pauvreté
- Des dizaines de blessés graves à cause de la répression des gilets jaunes (éborgnements, mains arrachées, meurtres, ...)
- Une augmentation du budget de la police de 525 millions d'euros pour réprimer toujours plus violemment les manifestations
- Des services publics au bord du gouffre à cause du manque de moyens (urgences, cheminot.es, pompièr.es, enseignant.es en grève)
- La casse méthodique de tout notre système social (code du travail, allocations chômage, sécurité sociale...)

Mais tout n'est pas gris au pays du Macronisme, 4,5 milliards d'euros de baisse d'impôts par an pour les 1% les plus riches, 100 milliards d'euros de fraude fiscale par an, la France championne d'Europe des dividendes versés aux actionnaires...

Pour qui travaille vraiment l'Etat ?

Aujourd'hui, la réforme des retraites est emblématique de la volonté des gouvernants de mettre en place une société égoïste. Ces réformes qu'ils présentent comme nécessaires et rationnelles résultent d'une idéologie fondée sur l'intérêt de quelques-uns : une idéologie qui détruit nos démocraties, nous asservit à des multinationales et nous mène droit au chaos climatique.

Refusons cette réforme et son monde ! Construisons ensemble la solidarité !

C'est en étant uni.es et déterminé.es que nous ferons reculer le gouvernement. **Il ne s'agit pas de faire une journée d'action isolée, mais bien de construire un mouvement massif** qui bloque l'économie et ne s'arrête pas à la journée du 5 décembre, mais déborde le 6, le 7 et les jours suivants.

« Ne perdons pas notre vie à la gagner » Retrouvons-nous toutes et tous en AG pour débattre et nous organiser.

ASSEMBLEES GENERALES PERSONNEL-ETUDIANTS

28 NOVEMBRE 12h15-14H00, AMPHI A1 (BAT 625 sur le plateau, proche Lieu de Vie)

3 DECEMBRE 12h15-14H00, AMPHI G4 (BAT 450 en vallée)

MANIFESTATION ET GREVE LE 5 DECEMBRE... et APRES !!!!

DEPART GROUPE POUR LA MANIFESTATION

Un rendez-vous sera annoncé et l'organisation de cars pour rejoindre Paris est en cours

SNTRS-CGT, SNESUP-FSU, SNCS-FSU, SUD RECHERCHE, SUD EDUCATION, Ensemble !, collectif étudiant La Clameur, ATTAC-Nord Essonne, Urgence Saclay